

**LE PROJET DE DECRET RELATIF
AUX DOTATIONS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES
ET A LA PEREQUATION DES RESSOURCES FISCALES
AYANT REÇU UN AVIS FAVORABLE DU CFL LE 12 FEVRIER 2013**

- Le rapport au Premier ministre précise que « le projet de décret vise à **adapter la réglementation existante** :
 - pour la **mettre en conformité avec la norme législative**
 - ou pour **expliciter les modalités d'application** de cette dernière et **permettre, in fine, de répartir les dotations de l'Etat aux collectivités territoriales** et les **fonds de péréquation horizontale** sur des **bases claires, actualisées** et par là, **incontestables** ».

**LES DISPOSITIONS FAISANT SUITE A LA SUPPRESSION DU CONCOURS PARTICULIER DGD URBANISME
« COMPENSATION DES CHARGES RESULTANT DES CONTRATS D'ASSURANCE CONTRE LES RISQUES CONTENTIEUX
LIES A LA DELIVRANCE DES AUTORISATIONS D'UTILISATION DU SOL, DITE DGD » (ASPC)
[ARTICLE R. 1614-41 DU CGCT]**

**LES CHARGES COMPENSEES PAR LA DGD URBANISME : ETABLISSEMENT ET EVOLUTION DES DOCUMENTS D'URBANISME
[ARTICLE R. 1614-41 DU CGCT]**

- Le [1°] de l'article 1^{er} du projet de décret **modifie** ainsi l'article R. 1614-41 du CGCT :
- Le **concours particulier** créé, au sein de la **dotation générale de décentralisation**, au titre de l'**établissement** et de la **mise en œuvre des documents d'urbanisme**, en application de l'article L. 1614-9 est destiné à **compenser les charges** qui résultent, pour les **communes**, les **EPCI** ou les **syndicats mixtes** :
 - de l'**établissement**
 - de **schémas de cohérence territoriale**,
 - de **schémas de secteurs**,
 - de **plans locaux d'urbanisme intercommunaux**,
 - de **plans locaux d'urbanisme**,
 - de **cartes communales**,
 - de **règlements locaux de publicité**
 - ainsi que **la modification ou de la révision de l'évolution** de ces **documents** ou des **documents régis** par les **articles L. 122-18** (relatif aux schémas directeurs et aux schémas de cohérence territoriale) ou **L. 122-19 L. 123-19** (relatif aux plans d'occupation des sols approuvés avant l'entrée en vigueur de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000) **du code de l'urbanisme**.

Il est **attribué dans les conditions** prévues par le **présent paragraphe** (relatif à l'élaboration et à la mise en œuvre des documents d'urbanisme).

Le [l.1°] de l'article 111 de la loi de finances pour 2013 a fusionné les deux concours particuliers au sein de la DGD versés aux communes et à leurs groupements au titre de leur compétence en matière d'urbanisme (DGD relative à l'élaboration et à la mise en œuvre des documents d'urbanisme, dite DGD « Doc Urba », et DGD pour la compensation des charges résultant des contrats d'assurance contre les risques contentieux liés à la délivrance des autorisations d'utilisation du sol, dite DGD « ASPC ») afin d'en simplifier les modalités de répartition et d'optimiser l'utilisation de ces crédits pour soutenir les collectivités dans la rénovation et la modernisation de leurs documents d'urbanisme.

Le [1°] de l'article 1^{er} du projet de décret tire les conséquences de cette fusion.

La référence à l'article L. 122-19 était une erreur puisque celui-ci précise que « les conditions d'application du présent chapitre sont définies, en tant que de besoin, par décret en Conseil d'Etat ».

LES MODALITES DE REPARTITION DE LA DGD URBANISME EN METROPOLE ET EN OUTRE-MER
[ARTICLE R. 1614-42 DU CGCT]

- Le [2°] de l'article 1^{er} du projet de décret **modifie** ainsi l'article R. 1614-42 du CGCT :
- Les crédits du concours particulier mentionné à l'article R. 1614-41 sont délégués aux préfets de région en métropole et au préfet de Corse. Ils sont répartis entre ceux-ci à raison de :
 - [1°] ~~30 %~~ **25 %** en fonction du nombre de logements figurant sur les permis de construire délivrés lors des 3 dernières années dans chaque région et en Corse ;
 - [2°] **20 %** en fonction de la population de chaque région et de la Corse, à l'exception de celle des communes membres d'une agence d'urbanisme lorsque celle-ci bénéficie d'un financement de l'Etat ;
 - [3°] **20 %** en fonction du nombre de communes de plus de 700 habitants de chaque région et de la Corse non dotées d'un plan d'occupation des sols, d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale opposable aux tiers ;
 - [4°] **20 %** en fonction du nombre de communes de chaque région et de la Corse soumises à des dispositions particulières applicables aux zones de montagne, au littoral ou aux zones de bruits des aérodromes en vertu, respectivement, des articles L. 145-1 à L. 145-13, L. 146-1 à L. 146-9 et L. 147-1 à L. 147-8 du code de l'urbanisme.
- Sur les ~~10 %~~ **15 %** restants sont prélevés :
 - [a.] la dotation attribuée à la collectivité territoriale de Corse pour l'établissement du plan d'aménagement et de développement durable de la Corse mentionné à l'article L. 4424-9 ;
 - [b.] les crédits attribués dans les régions, les départements d'outre-mer et, à compter de 2014, le Département de Mayotte au titre de ce concours particulier ;
 - [c.] la dotation attribuée au Département de Mayotte pour l'établissement du plan d'aménagement et de développement durable de Mayotte qui est assimilé au schéma d'aménagement régional en application de l'article L. 4437-4. Les modalités de versement de cette dotation sont identiques aux modalités de versement des dotations attribuées aux régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de La Réunion pour l'établissement des schémas d'aménagement régionaux, fixées aux articles R. 4433-19, R. 4433-21 et R. 4433-22.
- Le solde est réparti entre les régions, le Département de Mayotte et la Corse, en cours d'année, pour tenir compte notamment des besoins nouveaux liés à l'évolution de la réglementation ou à la réalisation d'équipements dont l'importance rend urgente l'élaboration, la modification ou la révision d'un document d'urbanisme d'un des documents visés à l'article R. 1614-41.

Il peut également majorer les crédits du [b.] du présent article.

☞ La fusion des deux anciennes composantes de la DGD urbanisme permet d'accompagner l'élaboration des documents d'urbanisme en outre-mer où l'enveloppe de crédits antérieurement consacrée est faible au regard des besoins.

LES BENEFICIAIRES DE LA DGD URBANISME : COMMUNES, EPCI ET SYNDICATS MIXTES
[ARTICLE R. 1614-44 DU CGCT]

- Le [3°] de l'article 1^{er} du projet de décret **modifie** ainsi l'article R. 1614-44 du CGCT :
- Le préfet arrête chaque année, après avis du collège des élus de la commission de conciliation instituée par l'article L. 121-6 du code de l'urbanisme, la liste des communes, EPCI et syndicats mixtes susceptibles de bénéficier du concours particulier. Les communes et EPCI sont inscrits sur cette liste selon un ordre de priorité en tenant compte notamment de la poursuite des procédures en cours, ainsi que de l'établissement des documents d'urbanisme qui sont rendus nécessaires :
 - pour l'application des dispositions particulières mentionnées au [4°] de l'article R. 1614-42
 - ou par l'existence de risques naturels.

LE CALCUL DE LA DOTATION COMPENSANT LES DEPENSES LIEES AUX DOCUMENTS D'URBANISME,
A PARTIR DU BAREME ANNUEL FIXE PAR LE PREFET, APRES AVIS DU COLLEGE DES ELUS DE LA COMMISSION DE CONCILIATION
[ARTICLE R. 1614-45 DU CGCT]

- Le [4°] de l'article 1^{er} du projet de décret **modifie** ainsi l'article R. 1614-45 du CGCT :
- La dotation revenant à chaque commune ou à chaque EPCI bénéficiaire est attribuée suivant l'ordre de priorité mentionné à l'article R. 1614-44. Elle comprend une première part destinée à compenser les dépenses matérielles à engager et une deuxième part destinée à compenser les dépenses d'étude et de conduite de l'opération.
- Chaque part fait l'objet d'une attribution forfaitaire dont le montant est déterminé selon un barème fixé chaque année par arrêté du préfet après avis du collège des élus de la commission de conciliation mentionné à l'article R. 1614-44.

▪ Cette **dotation** est **calculée** selon un **barème fixé chaque année** par **arrêté du préfet** après **avis du collège des élus** de la **commission de conciliation** mentionné à l'**article R. 1614-44** qui tient compte :

- de l'**état d'avancement** des **procédures engagées**
- et de la **nature** des **documents à établir**.

Il peut prévoir des **majorations** pour **compenser** les **dépenses d'études** liées à la **complexité** des **documents à établir**.

▪ Ce **barème** tient compte de l'**état d'avancement** des **procédures engagées** et de la **nature** des **documents à établir**.

Il peut prévoir des **majorations** pour **compenser** les **dépenses d'études** liées à la **complexité** des **documents à établir**.

☞ **Il conviendrait également de supprimer ce 3^{ème} alinéa** (ou d'indiquer que le 2^{ème} et le 3^{ème} alinéas sont remplacés par...).

▪ Le **montant** de la **deuxième part** versée à chaque **commune** ou **établissement public de coopération intercommunale** est **fixé** en tenant compte de la **nature** et de l'**importance** des **missions confiées** aux **services déconcentrés** de l'**Etat** qui sont mis **gratuitement** à sa **disposition** en application de l'**article L. 121-7** du **code de l'urbanisme**.

L'ATTRIBUTION DU CONCOURS PARTICULIER DE LA DGD A UN EPCI COMPETENT EN MATIERE D'URBANISME [ARTICLE R. 1614-46 DU CGCT]

▪ Le [5°] de l'**article 1^{er}** du projet de décret **modifie** ainsi l'**article R. 1614-46** du **CGCT** :

▪ Lorsque le **document d'urbanisme** est **élaboré, modifié ou révisé** par un **EPCI**, celui-ci **reçoit une dotation égale à la somme des dotations que recevrait chacune des communes membres** qui sont **concernées** par le **document d'urbanisme** **est directement bénéficiaire du concours particulier en lieu et place des communes membres**.

▪ Le **montant** ainsi **alloué** à un **EPCI** ne **saurait excéder** la **somme des dotations** que **recevrait chacune des communes membres**.

LE VERSEMENT EN UNE SEULE FOIS DU CONCOURS PARTICULIER DE LA DGD URBANISME [ARTICLE R. 1614-47 DU CGCT]

▪ Le [6°] de l'**article 1^{er}** du projet de décret **modifie** ainsi l'**article R. 1614-47** du **CGCT** :

▪ Le **montant** de la **dotation** revenant à **chaque bénéficiaire** fait l'objet d'un **versement unique** **lors de la prescription de l'élaboration du document d'urbanisme ou de sa révision ou dans le cas de modification, lors de la mise à l'enquête**.

LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU CONCOURS PARTICULIER DE LA DGD AUX COMMUNES, EPCI ET SYNDICATS MIXTES [ARTICLE R. 1614-48 DU CGCT]

▪ Le [7°] de l'**article 1^{er}** du projet de décret **modifie** ainsi l'**article R. 1614-48** du **CGCT** :

▪ Le **concours particulier** créé au sein de la **dotation générale de décentralisation** au titre de l'**établissement** et de la **mise en œuvre** des **schémas de cohérence territoriale, schémas de secteurs, plans locaux d'urbanisme, cartes communales ou des documents régis par les articles L. 122-18 ou L. 123-19 du code de l'urbanisme** **documents visés à l'article R. 1614-41** en application de l'**article L. 1614-9** est **attribué** aux **communes, EPCI et syndicats mixtes** des **départements d'outre-mer** et du **Département de Mayotte** dans les **conditions** prévues par les **articles R. 1614-49 (ci-dessous) à R. 1614-51 (relatifs à la répartition des crédits délégués aux préfets)**.

LES MODALITES DE CALCUL DES CREDITS DE LA DGD URBANISME EN OUTRE-MER [ARTICLE R. 1614-49 DU CGCT]

▪ Le [8°] de l'**article 1^{er}** du projet de décret **modifie** ainsi l'**article R. 1614-49** du **CGCT** :

▪ Le **montant** des **crédits** **attribués** dans les **départements d'outre-mer** mentionnés au **[b.]** de l'**article R. 1614-42** **attribués aux collectivités bénéficiaires** dans les **régions et départements d'outre-mer** au titre de ce **concours particulier** est **au moins égal** à la **moyenne** des **sommes consacrées** dans les **départements d'outre-mer** par l'**Etat** au cours des **3 dernières années** précédant le **transfert de compétences en matière d'urbanisme** pour le **financement** des **études** et des **dépenses matérielles** relatives à l'**établissement** des **documents d'urbanisme**, à l'**exception** de **celles affectées** à ce titre aux **agences d'urbanisme** de ces **départements** ; il est **prélevé** sur les **crédits** du **concours particulier** mentionnés au **dernier alinéa** de l'**article R. 1614-42**.

▪ **A compter de 2014**, le **montant** des **crédits** de ce **concours particulier** mentionnés au **[b.]** de l'**article R. 1614-42** **attribués aux collectivités bénéficiaires** dans les **régions, départements d'outre-mer** et le **Département de Mayotte** est **au moins égal à la moyenne précitée majorée de 14 214 €**.

**LA SUPPRESSION DES DISPOSITIONS RELATIVES A LA DGD « CONTRATS D'ASSURANCE »
[ARTICLES R. 1614-52 A 57 DU CGCT]**

- Le [9°] de l'article 1^{er} du projet de décret **abroge** le **paragraphe 2** relatif à l'**attribution de la DGD « contrats d'assurance »** et les **articles R. 1614-52 à R. 1614-57 du CGCT** qui le composent.

⇒ Le [9°] du projet de décret **supprime** les articles R. 1614-52 à R. 1614-57 du code général des collectivités territoriales relatives à la DGD dite « ASPC » pour tirer les conséquences de la fusion de ce concours au sein de la DGD dite « Doc Urba ».

**LES MODALITES DE CALCUL DE LA DSR 1^{ERE} FRACTION :
PRISE EN COMPTE DE LA SITUATION EN ZRR AU 1^{ER} JANVIER DE L'ANNEE PRECEDANT LA REPARTITION
[ARTICLE R. 2334-7 DU CGCT]**

- Le [10°] de l'article 1^{er} du projet de décret **modifie** ainsi l'**article R. 2334-7 du CGCT** :
- L'**attribution** revenant à **chaque commune** au titre de la **1^{ere} fraction** de la **dotation de solidarité rurale** prévue à l'article L. 2334-21 est **égale au produit** :
 - de la **population**, prise en compte **dans la limite de 10.000 habitants**,
 - par l'**écart relatif** entre le **potentiel financier moyen par habitant** de l'**ensemble des communes de moins de 10 000 habitants** et le **potentiel financier par habitant de la commune**,
 - pondéré par l'**effort fiscal** pris en compte **dans la limite de 1,2**.
- Le **potentiel financier par habitant** est calculé par application des **dispositions des articles L. 2334-2 et L. 2334-4**.
- Pour l'**application** de l'**article L. 2334-21** :
 - « **agglomération** » s'entend au sens d' « **unité urbaine** », dont la **liste** est **publiée** par l'**Institut national de la statistique et des études économiques**,
 - et la **situation en zone de revitalisation rurale** d'une commune s'apprécie au **1^{er} janvier de l'année** au titre de laquelle est versée la dotation de solidarité rurale **précédant la répartition**.

LES MODIFICATIONS RELATIVES A LA DOTATION DE DEVELOPPEMENT URBAIN (DDU)

**LES MODALITES DE CALCUL DE LA DDU : CLASSEMENT EN FONCTION DE 3 CRITERES
[I.] DE L'ARTICLE R. 2334-36 DU CGCT]**

- Le [11°] de l'article 1^{er} du projet de décret **modifie** ainsi le [I.] de l'**article R. 2334-36 du CGCT** :
 - [I.] Pour l'application du **2^{eme} alinéa** de l'article ~~L. 2334-41~~ **L. 2334-40**, le **classement** des communes potentiellement bénéficiaires de la **dotation de développement urbain** s'applique aux **communes de métropole** qui remplissent les **3 conditions** suivantes :
 - [1°] la **commune** est **éligible** à la **dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale** au titre de l'**exercice précédent** ;
 - [2°] la **commune** présente une **proportion de population située en zone urbaine sensible supérieure à 20 %** de la **population totale** de la commune, ~~selon le recensement des populations en zone urbaine sensible~~ **ou une proportion de population située en zone franche urbaine supérieure à 20% de la population totale de la commune**. Ces **critères** ~~est~~ **sont appréciés** en fonction des **données connues au 1^{er} janvier de l'année précédant la répartition** ;
 - [3°] au **1^{er} janvier de l'année précédant la répartition**, il existe sur le territoire communal au moins une **convention pluriannuelle conclue avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine**, telle que mentionnée à l'**article 10 de la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine**.
- ⇒ Les [11°], [12°] et [13°] du projet de décret visent à préciser les modalités de répartition de la dotation de développement urbain (DDU), dotation dont le montant a été augmenté de 50% et dont les modalités de répartition ont été modifiées par l'article 111 de la loi de finances pour 2013.

**LES MODALITES DE CALCUL DU MONTANT DES CREDITS DE DDU REVENANT A CHAQUE TERRITOIRE DEPARTEMENTAL
[ARTICLE R. 2334-37 DU CGCT]**

▪ Le [12°] de l'article 1^{er} du projet de décret **modifie** ainsi l'article R. 2334-37 du CGCT :

~~▪ Pour l'application du 4^{ème} alinéa de l'article L. 2334-40, l'enveloppe de chaque département est égale à la somme à l'échelle de son territoire des produits de l'indice synthétique de ressources et de charges mentionné au II de l'article R. 2334-36, par la population de chaque commune éligible dans le département. Chaque produit est toutefois plafonné à un million d'euros par commune éligible.~~

▪ Pour l'application des 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} alinéas de l'article L. 2334-40, le montant des crédits revenant à chaque département est égal à la somme des deux montants suivants :

- [1.] la somme des attributions calculées en application du 5^{ème} alinéa de l'article L. 2334-40 pour chaque commune éligible du département classée parmi les 100 premières du classement mentionné au 2^{ème} alinéa de l'article L. 2334-40. L'attribution de chaque commune est calculée en fonction du produit de sa population, telle que définie à l'article L. 2334-2, par l'indice synthétique défini au [II.] de l'article R. 2334-6, sans que ce montant puisse excéder 2 millions d'euros ;
- [2.] la somme des attributions calculées en application du 6^{ème} alinéa de l'article L. 2334-40 pour chaque commune éligible du département classée parmi les 50 premières du classement mentionné au 2^{ème} alinéa de l'article L. 2334-40. L'attribution de chaque commune est calculée en fonction du produit de sa population, telle que définie à l'article L. 2334-2, par l'indice synthétique défini au [II.] de l'article R. 2334-6, sans que ce montant puisse excéder 1 million d'euros.

**LE CONTENU DE LA CONVENTION SIGNEE ENTRE LE PREFET ET LA COMMUNE OU L'EPCI AU TITRE DE LA DDU
[(I.) DE L'ARTICLE R. 2334-38 DU CGCT]**

▪ Le [13°] de l'article 1^{er} du projet de décret **modifie** ainsi l'article R. 2334-38 du CGCT :

▪ [I.] Pour l'application ~~des 5^{ème} et 6^{ème}~~ 7^{ème} alinéas de l'article L. 2334-40, chaque convention signée entre le représentant de l'Etat dans le département et la commune ou l'EPCI précise :

- l'objet et le montant des dépenses pouvant donner lieu à subvention,
- le taux de subvention qui leur est appliqué
- ainsi que le montant total des subventions accordées.

Cette convention peut aussi préciser un calendrier prévisionnel de réalisation des projets.

LES MODIFICATIONS RELATIVES AU FONDS DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC)

**LA REPARTITION DE LA CONTRIBUTION AU FPIC ENTRE L'EPCI ET SES COMMUNES MEMBRES
[ARTICLE R. 2336-2 DU CGCT]**

▪ Le [14°] de l'article 1^{er} du projet de décret **modifie** ainsi l'article R. 2334-2 du CGCT :

▪ Pour l'application du [5°] du [I.] du [II.] de l'article L. 2336-3, la contribution de l'EPCI correspond au prélèvement calculé pour l'ensemble intercommunal multiplié par le coefficient d'intégration fiscale de l'année de répartition calculé dans les conditions prévues au [III.] de l'article L. 5211-30.

La contribution des communes membres correspond à la différence entre :

- le montant total prélevé sur l'ensemble intercommunal
- et le montant de la contribution ainsi déterminé pour l'EPCI.

⇨ Les [14°] à [18°] du projet de décret précisent les modalités concrètes de prélèvement et de versement des contributions et des attributions individuelles pour les adapter à l'importance des montants en jeu.

Les autres dispositions sont des dispositions de coordination.

**LE RYTHME DES PRELEVEMENTS AU TITRE DU FPIC
[ARTICLE R. 2336-3 DU CGCT]**

- Le [15°] de l'article 1^{er} du projet de décret **modifie** ainsi l'article R. 2336-3 du CGCT :

~~▪ Pour l'application de l'article L. 2336-3, les attributions de compensation mentionnées au 4° du I de cet article prises en compte sont celles constatées au 15 février de l'année de répartition au compte prévu pour l'imputation des attributions de compensation dans les comptes de gestion des communes au titre de l'année précédant l'année de répartition.~~

~~⇨ Cette disposition est supprimée, dans la mesure où le calcul du FPIC ne prend plus en compte ces attributions de compensation.~~

L'article R. 2336-3 est donc utilisé pour fixer les modalités du prélèvement au titre du FPIC (même si la numérotation n'est pas forcément adaptée).

- Les **prélèvements individuels** calculés pour **chaque commune et chaque EPCI à fiscalité propre** conformément à l'article L. 2336-3 sont effectués à compter de la date de notification dans les conditions suivantes :

- si le **montant de la contribution individuelle est inférieur à 10.000 euros**, le **prélèvement est réalisé en une fois avant le 30 novembre** ;
- si le **montant de la contribution est supérieur à 10.000 euros**, les **prélèvements sont réalisés mensuellement**.

**LA REPARTITION DE L'ATTRIBUTION DU FPIC ENTRE L'EPCI ET SES COMMUNES MEMBRES
[ARTICLE R. 2336-4 DU CGCT]**

- Le [16°] de l'article 1^{er} du projet de décret **modifie** ainsi l'article R. 2336-4 du CGCT :

▪ Pour l'application du [1°] du [III.] du [II.] de l'article L. 2336-5, l'attribution revenant à l'EPCI correspond à l'attribution calculée pour l'ensemble intercommunal multipliée par le coefficient d'intégration fiscale de l'année de répartition calculé dans les conditions prévues au [III.] de l'article L. 5211-30.

L'attribution revenant aux communes membres correspond à la différence entre :

- le **montant total de l'attribution de l'ensemble intercommunal**
- et le **montant de l'attribution** ainsi déterminé pour l'EPCI.

**L'INFORMATION DES EPCI ET DES COMMUNES MEMBRES SUR LA REPARTITION DU FPIC
ET LA TRANSMISSION DE L'EVENTUELLE DELIBERATION RELATIVE A L'APPLICATION D'UN REGIME DEROGATOIRE
[ARTICLE R. 2336-5 DU CGCT]**

- Le [17°] de l'article 1^{er} du projet de décret **modifie** ainsi l'article R. 2336-5 du CGCT :

▪ Les EPCI et leurs **communes membres contributeurs ou bénéficiaires** sont **informés** de la répartition des contributions et des attributions respectivement calculées en application du [4°] du [I.] de l'article L. 2336-3 et du [4°] du [I.] de l'article L. 2336-5 du [II.] et [III.] de l'article L. 2336-3 et du [II.] de l'article L. 2336-5.

▪ L'organe délibérant de l'EPCI transmet la délibération prise avant le 30 juin en application des 2 derniers alinéas du [I.] de l'article L. 2336-3 et du [II.] de l'article L. 2336-5 au plus tard le 31 juillet de l'année de répartition.

▪ Le **représentant de l'Etat** dans le département procède à la **notification** des contributions et des attributions revenant à l'EPCI, à ses communes membres et aux communes isolées.

**LE RYTHME DES VERSEMENTS AU TITRE DU FPIC
[ARTICLE R. 2336-6 DU CGCT]**

- Le [18°] de l'article 1^{er} du projet de décret **modifie** ainsi l'article R. 2336-6 du CGCT :

~~▪ Les prélèvements et les reversements au titre du fonds sont réalisés mensuellement une fois la répartition des contributions et des attributions notifiée.~~

~~Les prélèvements sont imputés sur les douzièmes restants à la date de la notification.~~

▪ Les **versements des attributions individuelles** calculées pour **chaque commune et chaque EPCI** conformément à l'article L. 2336-5 sont effectués à compter de la date de notification dans les conditions suivantes :

- si le **montant de l'attribution est inférieur à 10.000 euros**, le **versement est réalisé en une fois avant le 30 novembre**, dans la limite des disponibilités du fonds ;
- si le **montant de l'attribution est supérieur à 10.000 euros**, les **versements sont réalisés mensuellement**.

LES MODALITES DE CLASSEMENT DES COMMUNES ELIGIBLES AU FSRIF ET DE VERSEMENT DE SES ATTRIBUTIONS
[ARTICLE R. 2531-33 DU CGCT]

- Le **[19°]** de l'**article 1^{er}** du projet de décret **modifie** ainsi l'**article R. 2531-33** du **CGCT** :
- Pour l'**application** du **[III.]** de l'**article L. 2531-14**, les **communes éligibles** sont **classées en fonction décroissante** de leur **indice synthétique** tel que défini au **[II.]** de ce **même article**.
- L'**attribution des ressources du fonds** est **effectuée en fonction** des **données applicables** au **1^{er} janvier** de l'**année en cours**.

~~Elle est réalisée mensuellement à compter de la date de notification des ressources du fonds.~~ Elle fait l'**objet**, dans la **limite des disponibilités du fonds**, de **2 versements par moitié**, l'**un avant le 31 juillet** et l'**autre avant le 31 décembre** de l'**exercice en cours**.